

21 janvier 2010

APPEL AUX CANDIDATS AUX ELECTIONS REGIONALES

Développer durablement nos Régions, par une économie sociale et solidaire

Pour faire face aux crises économique, sociale, écologique actuelles et mettre en place un mode de développement plus durable, les Régions peuvent s'appuyer sur une économie sociale et solidaire (ESS) dont les initiatives et les entreprises très diverses démontrent qu'il est possible d'entreprendre, d'employer et de consommer autrement de manière **plus respectueuse des personnes, des territoires et de la planète.**

L'ESS représente une **part significative de l'économie régionale** : entre 7 et 13 % des établissements et des emplois selon les régions. La dynamique de croissance de l'emploi en ESS est deux fois supérieure à la moyenne, sans compter la contribution importante des engagements bénévoles à la cohésion des territoires (un million d'équivalent temps plein).

Ancrée localement, peu délocalisable, porteuse de proximité et de solidarités, l'ESS contribue à une économie territoriale plus humaniste mais aussi plus attractive. Sa prise en compte et son intégration dans l'ensemble des politiques régionales est aujourd'hui indispensable pour **faire des territoires le cœur de l'économie réelle.** L'ESS, force économique et sociale, ouvre par l'exemple la voie à un développement régional plus solidaire, à une **sortie de crise par le haut.**

**NOUS, SIGNATAIRES DU PRESENT APPEL,
DEMANDONS AUX CANDIDATS AUX ELECTIONS REGIONALES DE MARS 2010
DE S'ENGAGER POUR UNE ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE,
NOTAMMENT PAR LA MISE EN ŒUVRE DES PROPOSITIONS SUIVANTES :**

Recenser les entreprises menacées de fermeture (départ en retraite du chef d'entreprise, plan social...) et faciliter leur **reprise par les salariés**, par un accompagnement technique et financier renforcé.

Appuyer les **dispositifs d'insertion** par l'activité économique.

Proposer un plan de soutien au développement des **associations d'utilité sociale** et de professionnalisation des services à la personne en veillant à la qualité de leur emploi.

*Protéger les emplois
d'aujourd'hui*

Mettre en place des **plans de développement de filières solidaires**, sur des secteurs d'intérêt général (logement, environnement, culture, énergies, santé, transports, éducation...) et de consommation responsable (bio, équitable, durable...).

*Créer des emplois
d'avenir, ancrés sur les
territoires*

Accompagner les salariés par des **formations** adaptées à ces filières.

Monter des **pôles d'innovation sociale** pour faire émerger et déployer des réponses efficaces aux besoins sociaux peu ou mal satisfaits, particulièrement ceux des populations durement touchées par la crise.

Renforcer **les FRIS** (fonds régionaux d'investissement solidaire) pour financer ces nouvelles initiatives, en s'appuyant sur le fonds pour l'entrepreneuriat social et solidaire (100 M€) retenu par le Grand Emprunt.

*Améliorer la qualité de vie
des citoyens*

Renforcer la place de l'ESS dans l'**Agenda 21** Régional.

Mener une **politique d'éducation** (nouvelles chaires et masters, interventions dans les lycées, multiplication des stages...) et **favoriser les campagnes de sensibilisation grand public** pour faire évoluer les comportements des citoyens vers un sens plus solidaire : consommation responsable, épargne solidaire, circuits courts, monnaies solidaires, transports doux, sobriété énergétique, démocratie participative.

*Protéger l'environnement
et préserver la cohésion
sociale*

Conditionner l'accès aux **aides publiques** aux entreprises à des critères sociaux et écologiques, comme l'embauche de chômeurs longue durée, l'existence de salariés administrateurs, l'encadrement de l'échelle des salaires, la réalisation d'un bilan carbone, etc...

*Favoriser une
économie plus durable
et plus solidaire*

S'engager sur un objet dont le chiffre marque une avancée évaluable et significative dans le contexte territorial, de clauses sociales et environnementales dans la commande publique régionale.

POUR METTRE EN ŒUVRE CES PROPOSITIONS :

Les Régions doivent s'appuyer sur les initiatives et entreprises de l'ESS **en les intégrant dans toutes les politiques régionales et infra régionales** à travers des mesures spécifiques (appels à projet, formations, fonds régionaux d'investissement solidaire) et de droit commun (SRDE Schéma Régional de Développement Economique, accès aux aides économiques, aux marchés publics). L'ESS doit être pleinement **partie prenante** de la politique économique de la région.

Elles ne peuvent y réussir qu'avec des moyens adéquats, sous leur propre responsabilité, et en liaison avec les politiques de l'Etat dont les engagements financiers doivent être respectés, augmentés et régularisés. Il est essentiel d'élargir le champ des conventions Etat-Région en y inscrivant le volet ESS.

La **majorité des mesures présentées** impliquent soit de nouvelles dispositions législatives, soit une réorientation de financements existants, dans un sens plus solidaire et plus durable. La volonté politique des élus est donc un facteur déterminant de leur réussite.

Il faut aussi que les régions puissent **évaluer correctement, à partir d'indicateurs adaptés, l'impact économique, social, écologique de l'ESS** afin de présenter un bilan annuel des progrès accomplis : création d'entreprises et d'emplois, utilité sociale et environnementale, qualité de vie des habitants... En s'appuyant sur les observatoires existants pour recueillir les données nécessaires, les analyser et suivre leur évolution.

Enfin, ces efforts seraient vains si les citoyens ne sont pas eux-mêmes solidaires et mobilisés pour leur succès. Ceci appelle un **dialogue territorial renouvelé** associant la Région et les autres collectivités, les organisations représentatives de l'ESS, les TPE/PME socialement responsables, les syndicats et les autres acteurs de la société civile.

Nous appelons les candidats à rencontrer au lendemain des élections régionales les acteurs et les réseaux de l'ESS (ainsi que l'ensemble des acteurs économiques et sociaux soucieux d'un développement durable) pour envisager avec eux une mise en œuvre adaptée de ces propositions et à évaluer publiquement à mi-mandat sur l'avancée des réalisations.

www.lelabo-ess.org

LISTE DES PERSONNALITES SIGNATAIRES DE L'APPEL

Membres du comités de pilotage : Claude Alphanéry, Christiane Bouchart (**RTES**), Eve Chiapello (**HEC**), Laurent Fraisse (**Crida**), Tarik Ghezali, Marie-Hélène Gillig (**CEGES**), Madeleine Hersent (**MES**), Isabelle Laudier (**CDC**), Jean-Michel Lécuyer (**SIFA**), Jean-Louis Laville (**Cnam**), Hugues Sibille (**Avise**), Christian Sautter (**France Active**).

Michel Adam (**IRIS**), Marc Alphanéry (**AMAP**), Patrick Baquin (**Caisse des Dépôts**), Yves Barbançon (**CNCREs**), Eric Barchechath (**Forum Action Modernités**), Annie Berger (**Ardes**), Laurent Berger (**CFDT**), Gaby Bonnand (**CFDT**), Philippe Berthelot (**UFISC**), Jacky Blanc (**La Nef**), Jean-Marc Borello (**Groupe SOS**), Zinn-Din Boukhenaisi (**CNLRQ**), Clotilde Bréaud (**CNLRQ**), Jean-Pierre Caillon (**Chantier-école**), Pierre Calame (**FPH**), Jean-Pierre Caldier (**Agir pour une Economie Equitable**), Christophe Chevalier (**Coorace**), Pierre Choux (**Id'ees 21**), Denis Clerc, Daniel Cohen, Thomas Coutrot, Adelphe de Taxis du Poet, François de Witt (**Finansol**), Jacques Delors, Jean-Baptiste de Foucauld (**Démocratie & Spiritualité**), Georges d'Andelau (**PFCE**), Denis Dementhon (**France Active**), Bernard Devert (**Habitat & Humanisme**), Robert Debauve (**Envie**), Jacques Dughera, André Dupon (**Vitamine T**), Olivier Ferrand (**Terra Nova**), Anne-Laure Federici (**RTES**), Philippe Frémeaux (**Idies, Alternatives Economiques**), Jean Gadrey, Véronique Gallais, (**Action consommation**), Patrick Gèze (**Avise**), Roger Godino, Romain Guerry (**UNIOPSS**), Jacques Henrard (**CPCA**), Marcel Hipszman (**INAISE**), France Joubert (**Pactes Locaux**), Laurent Laïk (**CNEI**), Bruno Lasnier (**Apeas, MES**), Daniel Lebègue, Guillaume Légaut (**Finansol**), Philippe Lemoine (**Forum Action Modernités**), Jean Le Garrec (**Fondation Jean Jaurès**), Jean-Philippe Liard (**CFDT**), Philippe Louveau (**Chantier-école**), Edmond Maire, Sylvie Mayer (**Agir pour une économie équitable**), Gus Massiah, Nicole Maestracci (**Fnars**), Edgar Morin, Maria Nowak (**Adie**), Nathalie Parent (**CNCREs**), Bernard Perret, Patrick Peugeot (**Cimade**), Alain Philippe (**Fondation Macif**), Edgard Pisani, Jean-Philippe Poulnot (**Sol**), Dominique Picard (**Sol**), Jacques Rastoul (**CFDT**), Sébastien Ravut (**Le marché citoyen**), Guy Roustang, **François Soulage (Secours Catholique)**, Denis Stokkink (**Pour la Solidarité**), Martine Théveniaut (**Pactes Locaux**), Christian Valadou, Patrick Viveret, Laura Winn (**L'Atelier**)...

LISTE DES ORGANISATIONS SIGNATAIRES DE L'APPEL

AP2E (**Agir pour une Economie Equitable**), APEAS (**Agence Provençale de l'Economie Alternative et Solidaire**), AVISE (**Agence de Valorisation des Initiatives Socio-économiques**), BIOCOOP, CEGES (**Conseil des Entreprises, Employeurs & Groupements de l'Economie Sociale**), Chantier-Ecole (**Réseau régional des acteurs de l'insertion**), CNCREs (**Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale**), CNEI (**Comité National des Entreprises d'Insertion**), CNLRQ (**Comité National de Liaison des Régies de Quartier**), COORACE (**Coordination des Organismes d'Aide aux Chômeurs par l'Emploi**), CPCA (**Confédération Permanente des Coordinations Associatives**), ENVIE, FNARS (**Fédération Nationale des Ateliers de Réinsertion Sociale**), France Active, Habitat & Humanisme, Marché Citoyen, MES (**Mouvement pour l'Economie Solidaire**), MOUVES (**Mouvement des entrepreneurs sociaux**), PROJET SOL (**Monnaie solidaire**), NEF (**Nouvelle Economie Fraternelle**), RTES (**Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire**), UFISC (**Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles**), UNIOPSS (**Union Nationale des Œuvres & Organismes Privés Sanitaires**).